



**PRÉFET
DE SEINE-ET-MARNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale et interdépartementale de
l'environnement, de l'aménagement et
des transports d'Île-de-France**

Unité départementale de Seine-et-Marne
14 rue de l'Aluminium
77547 Savigny-le-Temple

Savigny-le-Temple, le 13/01/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 15/12/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

A2C GRANULAT

route de Donnemarie Dontilly
bp 12
77480 Saint-Sauveur-Lès-Bray

Références : **E126-0098**
Code AIOT : 0006506569

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 15/12/2025 de la carrière (77218002) exploitée par la société A2C GRANULAT implantée à GRISY-SUR-SEINE. L'inspection a été annoncée le 15/10/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- A2C GRANULAT
- GRISY SUR SEINE 77218002 77480 Grisy-sur-Seine
- Code AIOT : 0006506569
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société Sablières de Saint-Sauveur-les-Bray devenue A2C granulats exploite des carrières de

sables et graviers depuis les années 1970 dans ce secteur de la bassée.

Cette carrière, autorisée en 1997 puis renouvelée et étendue par l'arrêté préfectoral n° 07/DAIDD/M/009 du 30 mars 2007, alimente l'installation de traitement de Villenaux-la-petite.

Sa remise en état prévoit la jonction avec des plans d'eau existants résultant d'exploitations précédentes.

La carrière est à l'arrêt le jour de l'inspection.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la présente inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
5	Intégration dans le paysage	Arrêté Préfectoral du 30/03/2007, article V.2	Demande d'action corrective	3 mois
7	Apport de fines de lavage	Lettre du 11/08/2015	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Limitation d'accès	Arrêté Préfectoral du 30/03/2007, article III-18	Sans objet
2	Mesures compensatoires	Arrêté Préfectoral du 30/03/2007, article III.17	Sans objet
3	Extraction	Arrêté Préfectoral du 30/03/2007, article III.9	Sans objet
4	Garanties financières	Arrêté Préfectoral du 30/03/2007, article V.1	Sans objet
6	Rabattement de la nappe	Arrêté Préfectoral du 30/03/2025, article II.12-1	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La carrière est à l'arrêt le jour de l'inspection.

La jonction de cette carrière avec le plan d'eau au sud de la Zone 2 est réalisée.

L'exploitant doit fournir des justificatifs concernant l'apport de fines de lavage (quantité et démontage des équipements)

L'exploitant doit veiller à l'intégration paysagère des abords de la carrière.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Limitation d'accès

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/03/2007, article III-18
Thème(s) : Autre, Sécurité du public
Prescription contrôlée : Durant les heures d'activité (cf. article I-5)), l'accès à la carrière est contrôlé. En dehors des heures ouvrées, cet accès est matériellement interdit. L'accès de l'exploitation est interdit au public. Une clôture solide et efficace est mise en place autour des zones dangereuses, notamment des chantiers de découverture ou d'exploitation, les caïers, les pistes, les éventuels convoyeurs -s'ils ne sont pas intégralement capotés- Des pancartes indiquant le danger sont

<p>apposées à intervalle régulier (distance entre panneaux de l'ordre de 50 m), sur les chemins d'accès aux travaux, ainsi qu'à proximité du périmètre clôturé particulièrement le long des chemins ruraux. Le bon état des clôtures et pancartes fait l'objet d'un contrôle a minima semestriel. Un accès permanent et sécurisé est maintenu pour les parcelles enclavées dans l'emprise du site mais exclues du périmètre autorisé.</p>
<p>Constats :</p> <p>Un accès permanent et sécurisé doit être maintenu pour les parcelles enclavées dans l'emprise du site mais exclues du périmètre autorisé.</p> <p>L'exploitant doit matérialiser l'accès aux parcelles A88 et A89 en zone 2 sur le plan annuel de situation.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit matérialiser l'accès aux parcelles A88 et A89 en zone 2 sur le plan annuel de situation.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 2 : Mesures compensatoires

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/03/2007, article III.17</p>
<p>Thème(s) : Autre, Mesures compensatoires</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les mesures compensatoires proposées par l'étude d'impact hors du périmètre de la carrière seront mises en œuvre pendant la durée de la validité du présent arrêté sous réserve de l'accord des propriétaires</p> <ul style="list-style-type: none"> - Création d'une plate-forme à Balbuzard pêcheur au lieu-dit « le Bois des Six Arpents » à l'intérieur de la réserve naturelle sous réserve de l'accord du gestionnaire de la réserve et du propriétaire des terrains. - Suivi écologique des sites d'intérêt floristiques et faunistiques aux abords des zones de carrières dans les conditions précisées page 162 de l'étude d'impact (cf.figure 74 de l'étude d'impact).
<p>Constats :</p> <p>L'inspection rappelle à l'exploitant la mesure compensatoire consistant en la création d'une plate-forme à balbuzard.</p> <p>L'exploitant annonce qu'il a reçu une partie du suivi écologique 2024 des sites d'intérêt floristiques et faunistique, et qu'il les communiquera à l'inspection avec le suivi annuel 2025.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 3 : Extraction

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/03/2007, article III.9</p>
<p>Thème(s) : Autre, Cote fond de fouille</p>

<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'épaisseur maximale d'extraction (minimum : 5 m, maximum 9,30 m) est composée comme suit :- découverture d'une épaisseur moyenne de 1,20m (minimum 0,20m, maxi 2,80m) dont 30 cm de terres végétales; gisement d'une épaisseur moyenne de 3m (minimum 0,9m, maxi 7m). La côte minimale d'extraction est fixée à 49,60mNGF en zone 1et en zone 2, 46,50m NGF en zone 3 et 49,80m NGF en zone 4.</p>
<p>Constats :</p> <p>Considérant le dernier plan de situation, la cote fond de fouille est respectée en zone 2.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 4 : Garanties financières

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/03/2007, article V.1</p>
<p>Thème(s) : Autre, Garanties financières</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>A chaque période quinquennale correspond un montant de garanties financières permettant la remise en état maximale au sein de cette période. La formule utilisée est celle relative aux carrières de matériaux meubles en nappe alluviale ou superficielle. Le montant de référence des garanties financières est calculé avec les paramètres S1 S2 et L.</p> <p>S1=somme de la surface de l'emprise des infrastructures au sein de la surface autorisée et de la valeur maximale atteinte au cours de la période considérée par les surfaces défrichées diminuées de la valeur maximale des surfaces en chantier (découvertes et en exploitation) soumises à défrichement.</p> <p>S2=Valeur maximale atteinte au cours de la période considérée par la somme des surfaces en chantier (découvertes en exploitation) diminuée de la surface en eaux et remise en état. L=Valeur maximale atteinte au cours de la période considérée par la somme des linéaires de berges diminuée des linéaires de berges remise en état.</p> <p>Pour la période quinquennale en cours les valeurs max de S1, S2 et L sont:</p> <p>S1 = 3ha50, S2 = 9ha88a00 et L=1525 m</p>
<p>Constats :</p> <p>Selon le dernier plan de situation</p> <p>S1=3ha79a44 > S1 ap (3ha50)</p> <p>S2=9ha88a00 < S2 ap</p> <p>L= 1 525 m < L ap</p> <p>Le paramètre S1 est légèrement dépassé. Cet écart pourra facilement être corrigé en 2026.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 5 : Intégration dans le paysage

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/03/2007, article V.2</p>
<p>Thème(s) : Autre, Intégration dans le paysage</p>

Prescription contrôlée :

L'ensemble du site est maintenu propre et les éventuelles installations (convoyeurs) sont entretenues en permanence. Les merlons seront engazonnés immédiatement s'ils doivent rester en place plus de 6 mois. Les abords de l'installation, placés sous le contrôle de l'exploitant, sont aménagés et maintenus en bon état de propreté. Notamment, leur périphérie fait l'objet d'un soin particulier. Les surfaces en dérangement (zones décapées, zones en exploitation, zones en cours de remise en état) sont chacune d'elles réduites au minimum afin de limiter l'impact paysager tout en permettant d'assurer la sécurité des travailleurs et la bonne valorisation du gisement. Les matériaux stockés sur le site de la carrière ne peuvent être exclusivement que les matériaux de décapage, les matériaux valorisables.

Constats :

L'inspection constate d'importants stocks de matériel à l'intérieur comme à l'extérieur du périmètre autorisé de la carrière.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Les stocks de matériel ne doivent pas être positionnés à l'extérieur de la carrière.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 6 : Rabattement de la nappe

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/03/2025, article II.12-1

Thème(s) : Autre, Rabattement de la nappe pour les travaux de découverte

Prescription contrôlée :

Afin d'optimiser l'exploitation du gisement et de préserver la qualité des terres de découverte dont le réemploi est prévu pour la remise en état du site décrite à l'article II-15 du présent arrêté, le pompage de la nappe phréatique est autorisé. Il est strictement limité aux opérations de décapage, aux éventuelles fouilles archéologiques prescrites selon l'article TI-8, ainsi que pour des interventions ponctuelles de remise en état de préférence de septembre à novembre.

En cas de recours au rabattement partiel de la nappe, préférentiellement en période d'étiage, le pompage est réalisé au moyen d'une pompe électrique par casier. Le débit maximum est de 1000 m³/h. Les eaux sont déversées dans un casier de décantation réalisé à l'intérieur du périmètre délimité à l'article L.3.1 sans surverse vers la Seine. Une échelle limnimétrique est implantée dans le casier en rabattement.

(... le rabattement de la nappe est permis dans certains secteurs seulement)

La pompe est équipée d'un dispositif de mesure totalisateur. L'exploitant procède à son relevé hebdomadaire. Ces résultats sont consignés sur un registre, qui peut être informatisé, tenu à disposition de l'inspection des installations classées et des agents chargés de la police de l'eau. Le pompage ne peut avoir lieu qu'aux jours et horaires d'activités précisés à l'article 5.

L'exploitant procédera aux mesures compensatoires décrites pages 155 et 156 et figures 69 à 73 de l'étude d'impact : réalisation de fossé de recharge ceinturant les zones les plus sensibles, alimenté après décantation par les eaux d'exhaure, et relevé mensuel des niveaux piézométriques de la

nappe souterraine
Constats : Le jour de la visite, la carrière est à l'arrêt. L'exploitant déclare ne pas réaliser de rabattement de la nappe.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Apport de fines de lavage

Référence réglementaire : Lettre du 11/08/2015
Thème(s) : Autre, Apports de fines de lavage.
Prescription contrôlée : L'exploitant est autorisé par lettre du 11 août 2015 à apporter pendant 3 ans des fines de lavage de l'installation de Villenaux-la petite dans la limite de 40000m3 au total
Constats : L'exploitant explique que les apports de fines de lavage dans cette carrière sont terminés. L'inspection demande des justificatifs concernant les quantités apportées et le démontage des canalisations.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit fournir des justificatifs concernant les quantités apportées et le démontage des canalisations.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 mois